

M. MacEachen: Madame le Président, je dirai sans hésitation que je trouve trop élevés les taux d'intérêt actuels; c'est évident.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: Ils sont trop élevés par rapport aux mesures nécessaires pour contenir l'inflation au Canada à l'heure actuelle. Telle est mon opinion. Si nous voulons maintenir nos objectifs monétaires, des taux d'intérêt qui prennent les proportions dont parle le député sont évidemment trop élevés.

● (1450)

Le député m'a demandé de citer un taux précis. Je n'ai pas l'intention de répondre à des questions auxquelles même le gouverneur de la Banque du Canada, malgré toute sa compétence, ne saurait répondre.

M. Baker (Nepean-Carleton): C'est vous le ministre des Finances.

M. MacEachen: Mais je suis tout disposé à dire au député que je considère les taux actuels trop élevés, mais que cela est attribuable à un concours de circonstances que j'ai expliquées à maintes reprises, mais que les députés s'acharnent à passer sous silence dans toutes leurs questions. Pas un député d'en face n'a abordé cette question, ou proposé la moindre solution de rechange.

M. Rae: Présentez-vous devant le comité et nous en parlerons.

M. MacEachen: Ils ressassent les vieux clichés de la dernière campagne électorale.

* * *

LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

L'AUGMENTATION DES SUBVENTIONS

M. W. Kenneth Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre chargé des sciences et de la technologie. Étant donné qu'avant 1995 une fraction considérable des chercheurs canadiens indépendants prendront leur retraite et que l'on enregistrera alors une demande accrue de personnel technique et scientifique dans l'industrie durant cette période, étant donné que le secteur privé essaye actuellement par des efforts de modernisation et un accroissement de sa productivité de sortir de la présente récession et étant donné de surcroît qu'il y aura une demande accrue de personnel . . .

Des voix: A l'ordre.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): . . . résultant de l'accroissement des dépenses d'ensemble en matière de recherche et de développement . . .

Des voix: A l'ordre.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Je serai bref, mais après avoir écouté les exposés des députés d'en face . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. Le député aurait-il l'obligeance de poser sa question, sans autre préambule? Le préambule est déjà assez long.

Questions orales

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Compte tenu de la demande prévue par le gouvernement en matière de recherche et de développement, le ministre . . .

Une voix: Question.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Il me semble que j'ai droit à plus de courtoisie de la part des députés . . .

Mme le Président: A l'ordre, je vous prie. C'est à la présidence qu'il revient de maintenir l'ordre. Le député n'a donc pas à répondre à ce genre d'interpellation. Il me sera plus facile de maintenir l'ordre si le député pose carrément sa question.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il serait possible d'accroître maintenant à 1.5 p. 100 du produit national brut la part de l'aide gouvernementale à la recherche et au développement, qui est de 0.9 p. 100 à l'heure actuelle, au lieu d'attendre jusqu'à 1985?

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, j'ai eu quelque peine à entendre la question du député. Je crois qu'il demande si le gouvernement projette d'accroître son aide à la recherche et au développement. La réponse est oui. Nous avons beaucoup augmenté les fonds consacrés à ce secteur au cours de l'année financière en cours, et nous prévoyons intensifier l'effort du gouvernement afin d'atteindre le plus rapidement possible l'objectif de 1.5 p. 100 du produit national brut du Canada.

Même si je n'ai pas bien entendu le député, il me semble qu'il a cité le chiffre de .9 p. 100. Je tiens à préciser que ce chiffre ne s'applique pas à l'effort gouvernemental, mais au total, à l'effort global de notre économie. Nous avons l'intention d'atteindre le plus tôt possible le point où le gouvernement dépensera grosso modo ½ p. 100 du produit national brut à ce chapitre, dans l'espoir que le secteur privé et les gouvernements provinciaux ajouteront une autre somme égale à 1 p. 100, de sorte que l'aide globale atteigne le chiffre de 1.5 p. 100 d'ici le milieu des années 80. J'espère faire en janvier une déclaration beaucoup plus précise à ce sujet.

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES MESURES POUR PROTÉGER LES GAGNE-PETIT

L'hon. Flora MacDonald (Kingston et les Îles): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, dont les réponses au sujet du sort des pauvres sont non seulement évasives mais dénuées de toute compassion. Le ministre sait fort bien que les hausses du coût de la vie annoncées aujourd'hui sont catastrophiques pour les pensionnés, les chômeurs, les familles monoparentales et les personnes qui touchent un revenu fixe, qui devront dépenser \$20, \$30 ou \$40 de plus par mois pour se nourrir alors que déjà ils vivent avec, dans bien des cas, moins de \$350 par mois.